

# HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN

**le droit international doit être respecté**

**MERCREDI 30 JUILLET 2014**

**à 11 h**

**RASSEMBLEMENT**

**à DIGNE**

**Devant la PRÉFECTURE**

**APPEL du collectif Palestine 04 "l'urgence de la paix et du droit" :**

ACAT, ACDPP, ADECR, ADM, AFPS 04, CCFD, CFDT, CGT, Confédération Paysanne, EELV, Femmes Solidaires, Forum Civique Européen, France-Cuba, FSU, INDECOSA, LDH, Les Amis de l'Humanité, MAN, Mouvement pour la Paix, NPA, PCF, PG, Radio Zinzine, Sud-Education, Terre des Hommes.

**Avec le soutien de :** Attac 04, Assemblée Citoyenne du Bassin Manosquin, OCML – Voie Prolétarienne, Solidarités 04...

**IPNS, NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE**

## **Appel du Collectif Palestine 04 "l'urgence de la paix et du droit"**

Depuis 15 jours Israël a déclenché une intense offensive militaire contre la Bande de Gaza, faisant déjà plus de 600 morts, avec énormément d'enfants et sept fois plus de blessés, dont 80 % de civils. Le bilan s'alourdit à chaque heure avec le début de l'offensive terrestre qui a commencé jeudi 17 juillet. Même le domicile du Chef de l'antenne consulaire française à Gaza a été bombardé.

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste.

Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à "dénoncer l'engrenage de la violence" sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et à lancer un simple appel au gouvernement israélien à la "retenue". Le président François Hollande est même allé jusqu'à cautionner l'agression d'Israël contre la population de Gaza en déclarant, lors de son entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu le 9 juillet dernier, qu'il "appartenait au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces".

L'Union Européenne disposerait d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international.

Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité de l'ONU, le Collectif Palestine 04 "l'urgence de la paix et du droit" appelle tous les militants à se rassembler **mercredi 30 juillet à 11h devant la Préfecture de Digne** pour accompagner une délégation qui remettra une lettre et les pétitions adressées au Président de la République.

- Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza
- Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem
- Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza
- Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international
- Pour le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale

La cause palestinienne n'a rien à voir avec l'extrême droite et n'accepte aucun soutien de leur part.

*Digne le mercredi 23 juillet 2014*